

## Communiqué de presse

### 20<sup>ème</sup> Journée Universelle Des Droits de l'Enfant

### DEI-Gard et le collectif composé d'associations gardoises se mobilisent du 14 au 23 novembre 2022

En partenariat avec l'Université de Nîmes, les Barreaux de Nîmes et d'Alès,  
la permanence des Mineurs du Barreau de Nîmes,  
et le Pont du Gard - rive droite.

À l'occasion de la 20<sup>ème</sup> Journée Universelle Des Droits de l'Enfant (JUDDE) et du 33<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), la société civile se mobilise autour de la cause des enfants.

Au programme, conférences et tables rondes sur des sujets sociétaux d'actualité : « **les droits de l'enfant et l'épuisement parental** », « **la santé mentale des enfants** » et « **les enfants, la justice et la CIDE** ». Ces conférences se dérouleront à l'Université de Nîmes (site Vauban) et seront ouvertes au grand public ainsi qu'aux professionnels de l'enfance et de la justice.

Le Forum des Enfants se tiendra au Pont du Gard, rive droite (6<sup>ème</sup> édition). Une vingtaine d'associations, structures et institutionnels proposeront des animations et débattront sur le thème « **le harcèlement n'est pas une fatalité, ensemble changeons les mentalités** » via des ateliers. La synthèse des discussions sera ensuite présentée aux élus et personnels de l'éducation nationale, en présence du Défenseur des Droits d'Occitanie.

**Pour le Collectif 2022 représenté par l'association  
Défense des Enfants International – Gard,  
La Jeune Chambre économique de Nîmes et sa Région,  
ainsi que ALPHE, CDAD30, EPE 30, UNICEF  
et Jean-Marie Boyer, initiateur de la JUDDE**



## Contacts

Liliane HUGUET  
Présidente DEI-Gard  
*Défense des Enfants International 30*  
06 01 80 03 45  
Courriel : 30.dei.gard@gmail.com  
<https://www.facebook.com/DEIGARD30/>

Alain MAIO  
Délégation du Gard  
*Action Contre la Faim*  
06 98 98 01 07  
Courriel : gard@actioncontrelafaim.org  
<fb://group/387271685450689?ref=share>

Fête de la JUDGE - Anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant - CIDE  
<https://padlet.com/forumdesenfants30/Bookmarks>

### Membres du collectif partageant les valeurs de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE)



## Membres du collectif partageant les valeurs de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE)



Action contre la Faim est une ONG présente dans 52 pays intervenant auprès des populations soit en cas d'urgence, soit dans le cadre d'une recherche de résilience afin de les protéger des problèmes de la Faim. Outre de sauver du péril de la mort plus de 21 millions de personnes par an dans le monde dont principalement des enfants, nos actions s'étendent sur la protection de la santé mentale, sur l'adduction et la propreté de l'eau, sur le sanitaire et sur le développement de l'agroécologie. Nous agissons également dans le cadre économique afin de créer une autonomie financière en les aidant dans le développement de projets locaux. Son expertise est reconnue mondialement. Action contre la Faim est présente en France avec des missions soit auprès des plus démunis soit dans le cadre de plaidoyers et de sensibilisations auprès des décideurs locaux et de nos concitoyens. Les fonds privés de l'ONG proviennent des dons recueillis partout soit sous la forme de legs, de solidarité d'entreprises ou de collectes à travers des conférences, des actions culturelles, sportives ou de rue.



Afin de permettre l'installation en France d'enfants isolés partis loin de leur pays, sans leurs parents, le collectif citoyen Ados Sans Frontière a décidé d'impulser une initiative de solidarité, de parrainage "Ados Sans Frontière". Notre projet a pour but de favoriser la relation entre des Gardois et des mineurs étrangers non accompagnés.



ALPHÉ est une association de bénévoles et de professionnels engagés dans la prévention du harcèlement et du cyber harcèlement entre enfants et adolescents. ALPHÉ intervient dans les établissements scolaires, les clubs sportifs, les centres de loisirs et dans tout autre lieu où les enfants et les adolescents sont susceptibles d'être victimes de harcèlement. ALPHÉ dispense des formations aux adultes (professionnels ou parents) qui souhaitent acquérir des compétences en matière de prévention et de traitement. Les membres de ALPHÉ reçoivent sur RDV. Parents et enfants peuvent trouver une écoute avertie, bénéficier d'un premier diagnostic, définir une stratégie de salut adaptée.



L'Association COSTE, créée en 1867, reconnue d'utilité publique, a pour but "d'accueillir, d'héberger, d'accompagner, de soigner toute personne présentant pour quelque raison que ce soit des difficultés d'adaptation sociale". Elle s'appuie au quotidien sur des pratiques innovantes pour mener à bien ses missions. L'Association Coste emploie 93 salariés et accompagne 186 enfants et familles au sein de ses deux services de Protection de l'Enfance installés sur le Sud et l'Est du Département. Elle porte depuis 2020 un pôle thérapeutique adossé à un centre de formation, ouvert à tous. Ce pôle a pour objectif de proposer des thérapies à partir de l'expérience acquise autour du travail thérapeutique de réseau soutenu par la « Clinique de Concertation », de la Psycho-boîte et de la thérapie familiale.



Baba Livre propose d'accompagner ceux qui le souhaitent dans leur parcours de lecteur à travers des jeux, des créations et des histoires. Ces histoires peuvent être lues ou contées, belles ou affreuses, drôles ou tristes, longues ou courtes, mais elles sont toujours à partager.

Baba Livre organise des animations ayant pour but de stimuler les apprentissages et de développer le langage oral et écrit. Nos actions entrent dans le droit à l'éducation, à la culture et aux loisirs.



Le Conseil départemental d'accès au droit, présent dans chaque département, est présidé dans le Gard par la présidente du tribunal judiciaire de Nîmes et la procureure de la République près ledit tribunal. Il a pour but de favoriser et promouvoir l'accès au droit pour tous. A cet effet, toute personne, indépendamment de son âge, son origine, sa nationalité, son sexe et ses ressources, peut en dehors de tout procès accéder gratuitement à des consultations avec différents professionnels du droit (avocats généralistes et spécialisés, notaires, huissiers, délégué du défenseur des droits, conciliateurs) et juristes des associations spécialisées (AGAVIP, CIDFF, UDAF, ADIL etc.).



Créée en mai 2017 DEI Gard est la première délégation de DEI France (section nationale de l'ONG Défense des Enfants Internationale). L'association a pour objectif de promouvoir la CIDE (Convention Internationale des Droits de l'Enfant).

Participer à l'éducation à la citoyenneté des jeunes mais aussi des adultes, pour construire une société respectueuse des droits de l'homme, telle est l'ambition de DEI Gard qui veille à l'application de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant pour tous les enfants qui vivent dans le Gard.

Grâce à l'exposition « des droits de l'homme aux droits de l'enfant » les bénévoles de DEI Gard interviennent dans les établissements scolaires. Cette exposition retrace l'Histoire des droits de l'homme, des droits de l'enfant en France et de la CIDE.

DEI-Gard coordonne l'organisation de la JUDDE 2022 (Journée Universelle des Droits de l'Enfant) avec le soutien du collectif composé de diverses associations gardoises partageant les valeurs de la CIDE.



Association loi 1901, l'EPE30 contribue à rendre acteurs de leur vie les parents et les jeunes, en renforçant leurs ressources propres et leurs compétences personnelles quelle que soit leur situation sociale, culturelle et professionnelle. Toute parole, en accueil collectif ou individuel est accueillie avec bienveillance, sans jugement ni modèle normatif. Les familles peuvent bénéficier des différents services : animations, lieux d'accueil enfant/parent, entretiens individuels, formations...

Chacun est soutenu dans l'élaboration de ses propres solutions.



La FCPE est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique, présente sur l'ensemble du territoire y compris dans les établissements français à l'étranger.

Ce n'est ni un syndicat, ni un parti politique mais un vaste réseau de parents d'élèves adhérents et élus dans les écoles maternelles, élémentaires, les collèges et les lycées de l'enseignement public. Première fédération de parents d'élèves, la FCPE participe à la vie scolaire pour défendre l'intérêt des enfants et représenter les parents auprès des institutions et des pouvoirs publics.



La Jeune Chambre Economique de Nîmes et sa Région est une association loi 1901 qui a fêté ses 60 ans en 2020. Animée par des jeunes âgés de 18 à 40 ans issus de différents milieux professionnels, elle initie des projets innovants et impactants pour le territoire. Lorsque le projet est pérenne, la JCE transmet le projet. Elle œuvre dans la durée à sa réussite.

La JCE est à l'initiative du Forum des enfants qui est le fruit d'une réflexion portant sur la nécessité de faire connaître et reconnaître les structures institutionnelles, associations, ONG, organismes travaillant dans le domaine de l'enfance.



Nous apportons un soutien moral à nos familles adhérentes en présentiel ou par téléphone. Nous organisons tout au long de l'année des rencontres parents enfants permettant d'échanger sur les problématiques liées à l'arrivée de multiples au sein d'une famille.



La Ligue de l'enseignement du Gard, c'est la force d'une équipe de professionnels apportant son expertise à un public varié : des associations, des enseignants, des entreprises privées, des institutionnels et le grand public.

La Ligue de l'enseignement du Gard est un acteur reconnu de l'économie sociale et solidaire, riche de son savoir-faire dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse, des vacances et des loisirs éducatifs, de l'enseignement par le sport et la culture.

La Ligue de l'enseignement du Gard peut également prendre en charge pour une commune le Centre d'animation local afin de proposer des services et des activités dans le domaine de l'éducation, la jeunesse, le sport et apporter des solutions dans le secteur social et solidarité.



L'action éducative que développe l'association Départementale des Francas du Gard s'imprègne des droits de l'enfant, tels qu'ils sont définis par la Convention Internationale des Droits des Enfants. Cette action prend forme notamment dans les espaces éducatifs de loisirs (Centres de Loisirs, Séjours) mais aussi auprès des adultes lors des formations continues et/ou diplômantes. Forte de son expertise, l'association accompagne aussi les collectivités dans la définition et la mise en œuvre des politiques enfance et jeunesse.



Le Petit Atelier est une association fondée en 2006 pour permettre à tout public d'expérimenter une pratique artistique. Dans le cadre de la politique de la ville, nos activités sont conduites pour tous dans l'objectif de mieux vivre ensemble.



L'association des petits débrouillards mène des projets éducatifs aux sciences et aux techniques via ses antennes locales, au plus proche des populations urbaines, péri-urbaines et rurales.

Notre association participe à de nombreux réseaux associatifs et territoriaux. Elle tisse des partenariats locaux avec plus d'une centaine de structures publiques et privées. Elle est reconnue d'intérêt général, agréée Jeunesse et éducation populaire, complémentaire de l'Éducation nationale, et labellisée Entreprise solidaire.



Association d'éducation populaire, Les Mille Couleurs est un Centre Social affilié à plusieurs fédérations (Fédération Régionale des Centres Sociaux, fédération départementale des Francas, CEMEA Occitanie), qui intervient depuis 25 ans dans les domaines de l'éducation, de la médiation sociale, culturelle, numérique, et de la jeunesse.

Le projet associatif Les Mille Couleurs, sur le quartier de Nîmes Pissevin, est l'œuvre commune de ses bénévoles et salariés. Il porte un regard et une analyse sur l'évolution du quartier mais aussi de nos sociétés modernes. Le projet de l'association, en perpétuel questionnement et évolution, se définit à travers des enjeux forts : favoriser l'écoute et le dialogue, mais aussi les rencontres, le partage, le brassage social. Encourager l'engagement citoyen et solidaire de chacun, la coopération, la concertation...



L'association Paseo est un espace de vie sociale qui œuvre en direction des familles. Nous proposons un accompagnement individuel familial à domicile qui a pour but de soutenir le lien parents/enfants lorsqu'il est fragilisé. Nous proposons aussi des ateliers collectifs (ateliers de jeux parents enfants, inclusion numérique, cours de langue française, café des parents, éveil du tout petit).



L'association Relais Loisirs Handicap 30, en tant que pôle d'Appui et de Ressources Handicap et Inclusion du Gard, a vocation à réunir les professionnels gardois des secteurs médical, sanitaire, médico-social, de l'enfance et de la petite enfance dans le but de permettre aux familles l'accueil et l'inclusion de leur enfant en situation de handicap ou à besoins spécifiques dans une structure d'accueil collectif de mineurs non spécialisée du département du Gard.



Rêves est une association nationale créée en 1994 et reconnue d'utilité publique.

La mission essentielle de l'association est de permettre de réaliser les Rêves des enfants et adolescents très gravement malades pour leur accorder une parenthèse enchantée dans leur combat contre la maladie.

L'association collabore avec une soixantaine de centres hospitaliers.

Les financements des Rêves proviennent des dons et collectes ainsi que des actions d'évènements mis en œuvre par les délégations départementales.



Consécutivement au Grenelle des violences conjugales, les brigades de prévention de la délinquance juvénile ont évolué pour devenir des Maisons de Protection des Familles (MPF).

La MPF du GARD constitue un point d'entrée unique pour tous les partenaires au niveau départemental, une unité d'appui y compris judiciaire pour les unités gendarmerie du département et un outil de coordination des actions de prévention de prise en charge des victimes, en lien avec les associations.

Elle se voit confier des missions de prévention, de protection, d'appui et de coordination. Elle œuvre auprès d'un public ciblé : jeunesse, victimes et co-victimes de violences intrafamiliales, seniors et personnes en situation de handicap. Les thématiques abordées lors des séances de prévention sont multiples : harcèlement, addictions, violences, les usages du numériques à risques.



L'UNICEF est une agence de l'ONU, spécialisée dans la protection des enfants et la Défense de leurs droits. Sa mission est de garantir la survie, le développement, l'éducation et la protection des enfants partout dans le monde. Elle intervient aussi dans les urgences pour apporter des secours vitaux.

L'UNICEF s'appuie sur la CIDE pour agir dans 190 pays et territoires.

L'UNICEF FRANCE est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique.

L'UNICEF GARD LOZERE est une délégation qui agit sur ces départements pour sensibiliser aux droits des enfants.



Le Yogathon Azur est un événement yoga au profit d'œuvres humanitaires : il s'agit d'une séance yoga ouverte à tous, quel que soit l'expérience, l'âge... pour découvrir ou redécouvrir autrement une pratique. La séance se déroule selon un relais de professeurs. L'intégralité des dons d'entrée pour participer à l'événement sont reversés à l'organisme soutenu.

## HISTORIQUE DE LA CIDE, DE LA JUDE ET DU FORUM DES ENFANTS

### 33ème anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant et rôle du mouvement Défense des enfants international - DEI

Le 20 novembre 1989 se tient l'Assemblée générale des Nations unies. Après 10 années d'écriture mobilisant l'ensemble de la société civile, notamment autour du mouvement DEI - Défense des enfants international - les responsables politiques s'engagent à construire un monde digne des enfants en adoptant à l'unanimité la Convention Internationale des Droits de l'Enfant - CIDE.

Pour la première fois de l'histoire un texte international reconnaît explicitement les moins de 18 ans, comme des êtres à part entière, porteurs de droits sociaux, économiques, civils, culturels et politiques – des droits fondamentaux, obligatoires et non négociables. L'enfant – infans, ce qui ne parle pas encore – devient plus qu'un simple sujet à protéger.

Ce traité relatif aux droits humains devient le texte international le plus largement appliqué puisque tous les États reconnus par l'ONU l'ont ratifié - tous sauf les États-Unis qui l'ont seulement signé.

La Convention a valeur supra nationale dans la hiérarchie des normes ce qui contraint juridiquement les États signataires à défendre et à garantir les droits de tous les enfants, sans distinction. Chaque État s'engage à répondre de ses actes devant le Comité des droits de l'enfant des Nations unies en produisant des rapports réguliers. Les experts indépendants, dont plusieurs membres issus de l'ONG DEI, contrôlent la mise en œuvre de la Convention en s'appuyant également sur les rapports alternatifs de la société civile, parmi lesquels celui d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant - AEDE, ouvrage collectif d'associations dont fait partie DEI-France <https://collectif-aede.org/wp-content/uploads/2016/01/Synthese-AEDE.pdf> et qui produit des séries de recommandations <https://collectif-aede.org/wp-content/uploads/2017/06/aede-recommandatios-crc-enfants-V1.0-compressed.pdf>



**La CIDE met en avant quatre principes fondamentaux concernant les enfants** : la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit de vivre, survivre et se développer ainsi que le respect des opinions de l'enfant.

Trois protocoles facultatifs ont été ajoutés au texte principal :

- Le premier <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/optional-protocol-convention-rights-child-involvement-children> vise à protéger les enfants contre le recrutement dans les conflits armés ;
- Le second <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/optional-protocol-convention-rights-child-involvement-children> concerne la vente d'enfants (à des fins de travail forcé, adoption illégale, don d'organes...), la prostitution ainsi que la pornographie mettant en scène des enfants ;
- Le troisième <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/optional-protocol-convention-rights-child-communications> définit la procédure internationale qui permet à tout enfant de déposer une plainte pour violation de ses droits, directement auprès du Comité des droits de l'enfant des Nations unies, lorsque tous les recours ont été épuisés au niveau national.



## 20ème anniversaire de la Journée Universelle des Droits de l'Enfant (JUDDE)

Il y a 20 ans, lors du sommet mondial pour les enfants et alors que s'est tenu le premier Forum des enfants du 8 au 10 mai 2002, l'ONU déclara le 20 novembre de chaque année « Journée Mondiale de l'Enfance ».

Depuis 1989, la Jeune Chambre Economique de Troyes est mobilisée sur ce projet d'appel à une « Journée Universelle Des Droits de l'Enfant » grâce à l'un de ses membres, Jean-Marie BOYER, et avec le soutien de la JCI, notamment Isabelle AHANDA-PAPEGAEY, Pascal SPAZZOLA et Sylvie MINETTO.

La Présidente de la Jeune Chambre Economique Française, Isabelle GILLE, communique un extrait de la lettre datée du 5 juillet 2002 et provenant de la Présidence de la République Française :

*« [...] Ce projet comme vous le savez, est porté aux Nations Unies par la délégation de Monaco. La France a fait savoir à maintes reprises, et récemment encore lors de la tenue du Sommet de l'Enfant qui a eu lieu à New York du 8 au 10 mai dernier, qu'elle soutenait cette initiative.*

*J'ai le plaisir de vous faire savoir que le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a décidé de faire figurer désormais le 20 novembre, comme la « Journée Mondiale de l'Enfance » dans le calendrier des manifestations internationales organisées sous les auspices des Nations Unies [...]»  
(Jacques CHIRAC)*

La mémoire collective veut retenir la formule « Journée Universelle Des Droits de l'Enfant » et place cette victoire comme une action majeure menée par plus de 3000 membres Jeunes Chambres pendant 13 ans, permettant d'obtenir le soutien de 23 chefs d'états à l'ONU.

Le savoir-faire et le savoir être de la Jeune Chambre Economique Française a permis également la création des numéros d'urgence comme le 17, le 18 et **le 119 ce dernier « Allo enfance maltraité » créé en 1996.**

**« Une société sans souvenir, sans mémoire, est une société, sans avenir, sans espoir »**

## Forum des Enfants initié par la JCE de Nîmes et sa Région

Le projet de Forum des enfants est né en 2016-2017 dans le cadre d'une commission de travail de la Jeune Chambre Economique de Nîmes et sa Région. Il est le fruit d'une réflexion portant sur la nécessité de faire connaître et reconnaître les structures institutionnelles, associations, ONG, organismes travaillant dans le domaine de l'enfance, mais il est également l'occasion de célébrer chaque année la Journée Universelle des Droits de l'Enfant. Cet évènement a été intégré, en 2018-2019, à la semaine gardoise des Droits de l'enfant organisée par le Conseil Départemental du Gard. Cette journée phare regroupe de nombreux acteurs du domaine de l'enfance et des visiteurs venus découvrir les activités et missions des exposants mais aussi participer à des ateliers, animations et expositions.

Chaque année et conformément à la charte du Forum des enfants, le Collectif désigne un ou des représentants pour assurer l'organisation de l'édition suivante. Sur 2020 et 2021, la Jeune Chambre de Nîmes et sa région était accompagnée de 5 représentants : Association Coste, Ligue de l'Enseignement du Gard, Défense des Enfants International du Gard, Francas du Gard et Action contre la faim Gard.

Pour ce 23 novembre 2022 au Pont du Gard-rive droite, la JCE et DEI-Gard ont coordonné l'organisation de la 6ème édition du Forum des enfants. La matinée est réservée aux membres du Collectif pour un travail en ateliers sur le thème "Le harcèlement n'est pas une fatalité, ensemble changeons les mentalités".